



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MÉTAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 Bourg-Fidèle

Références : E2 - LaP/DeF - n° 25/560

Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 de l'établissement MÉTAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MÉTAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MÉTAL BLANC est une installation classée pour la protection de l'environnement avec un statut Seveso Seuil Haut. Les activités sont relatives à l'exploitation d'une fonderie de plomb et d'alliages contenant du plomb provenant principalement de la collecte de batteries usagées.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence ;
- Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Premiers prélèvements environnementaux	AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état et nettoyage après un accident majeur	AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel	Levée de mise en demeure
3	Ressources en eaux en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel	Levée de mise en demeure
4	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1 partiel	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des arrêtés de mise en demeure n°2024-589 du 25/09/2024 et n°2025-164 du 24/03/2025. Seuls les points échus de ces arrêtés à la date de la visite ont été contrôlés.

Il ressort que les points contrôlés sont désormais conformes. En particulier, l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 25/09/2024 étant respectées, celui-ci cesse de produire effet et il est proposé à M. le Préfet d'abroger cet acte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Métal Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 542 052 691 et dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • précisant dans son POI : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur l'ensemble des polluants pertinents, à l'intérieur et à l'extérieur du site, ainsi que l'ensemble des éléments associés exigés par la réglementation ; ◦ [...] ;
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 18/07/2024 qui a abouti à la mise en demeure précitée, l'exploitant a souscrit un nouveau contrat portant sur les premiers prélèvements environnementaux, avec la société Kali'air. Ce contrat a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant a mis à jour son Plan d'Opération Interne (POI). Sa dernière version date du 03/11/2024.</p> <p>Dans ce document, l'exploitant précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur l'ensemble des polluants pertinents ainsi que l'ensemble des éléments associés exigés par la réglementation.</p> <p>En particulier, il a listé les substances à rechercher, sur la base du guide INERIS Omega 16, et les</p>

<p>milieux pertinents. Il a donné les raisons pour lesquelles ces milieux et ces substances ont été choisis. Il a également précisé les équipements à mobiliser et a justifié que le personnel mettant en œuvre ces équipements et analysant les prélèvements est compétent.</p> <p>En effet, dans le contrat, il est notamment prévu que la société Kali'air mette à disposition de l'exploitant un véhicule d'intervention permettant d'assurer des mesures et/ou prélèvements d'air ambiant extérieur.</p> <p>Si nécessaire, des prélèvements par lingettes pourront être effectués sur les surfaces, ainsi que des prélèvements de sols.</p> <p>Il est prévu que les moyens de prélèvements et de mesures, ainsi que le personnel les réalisant, soient fournis par Kali'air.</p> <p>Certains paramètres seront mesurés en continu avec obtention instantanée des résultats. Ceux nécessitant une analyse seront gérés par le laboratoire (sous-traitance si besoin).</p> <p>Le délai maximal d'intervention sur site prévu dans le contrat est de 4 heures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Remise en état et nettoyage après un accident majeur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état et nettoyage après un accident majeur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Métal Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 542 052 691 et dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • précisant dans son POI : <ul style="list-style-type: none"> ◦ [...] ; ◦ les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur ; • [...].
<p>Constats :</p> <p>Dans son POI, en date du 03/11/2024, l'exploitant a précisé les sociétés capables d'intervenir ainsi que les moyens associés pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Les domaines d'intervention prévus sont les suivants : évacuation des déchets, traitement des déchets dangereux, dépollution des eaux et des sols et nettoyage du site et de l'environnement.</p> <p>Les sociétés listées sont des sociétés qui interviennent régulièrement sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Ressources en eaux en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/09/2024, article 1 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eaux en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Métal Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 542 052 691 et dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris</p>

<p>(75008), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 janvier 2017 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • disposant de ressources en eaux suffisantes afin de pouvoir lutter contre un éventuel incendie.
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, les besoins en eau du site en cas d'incendie s'élèvent à 210 m³/h pendant 2 heures. L'exploitant a mis en place une réserve d'eau souple de 240 m³ associée à deux poteaux incendie et une aire d'aspiration. L'inspection a constaté leur mise en place. Ce point d'eau a été réceptionné par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) le 16/07/2025 : un essai de mise en aspiration a notamment été effectué et ce dernier a été concluant.</p> <p>L'exploitant dispose également de 2 poteaux incendie lui appartenant (dont un hydrant à l'intérieur des bâtiments) et d'un poteau incendie appartenant à la commune de Bourg-Fidèle. Le dernier essai en simultané des 2 hydrants situés en extérieur a été réalisé le 22/04/2024. Les débits relevés sont, à une pression de 1 bar, de 51 m³/h et 60 m³/h.</p> <p>Les ressources en eau disponibles sont suffisantes par rapport aux besoins identifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1 partiel</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société METAL BLANC, exploitant une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIREN 542 052 691 et dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), les dispositions des articles L. 516-1 du Code de l'environnement, 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2017 susvisé, et 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • constituant des garanties financières conformément à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; • [...].
<p>Constats :</p> <p>Après échanges avec l'inspection, l'exploitant a proposé un montant de garanties financières sur la base de la méthodologie de la circulaire n° 97-103 du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article 7-1 de la loi du 19 juillet 1976. Le montant s'élève à 1,571 million d'euros.</p> <p>Le 15 avril 2025, il a transmis l'acte de cautionnement solidaire correspondant (société Atradius, en date du 17/03/2025).</p> <p>Ce montant va prochainement être acté par arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>